

TOUT LE MONDE A LE DROIT DE MANGER A SA FAIM....

Si l'ACRF consacre, cette année, sa réflexion et ses actions à l'alimentation et la souveraineté alimentaire, d'autres groupes ailleurs dans le monde poursuivent le même objectif. C'est ce qu'explique George Dixon, secrétaire général de la FIMARC (1). La FIMARC, Fédération Internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques, rassemble des mouvements ruraux situés partout dans le monde. Parmi eux, un grand nombre provient du sud de la planète, c'est donc aussi leur manière d'appréhender la question et de la vivre au quotidien que nous livre George Dixon. Lui-même est Indien, il a grandi dans une famille d'agriculteurs pauvres installée dans le Kerala, au sud de l'Inde.

Sécurité alimentaire pour l'Europe, oui mais...

Il est important de rappeler comment l'Europe est parvenue à assurer sa sécurité alimentaire. Après la guerre, avec l'aide des Américains qui cherchaient des marchés, est mis en place le plan Marshall. Des aliments sont produits en masse et nos marchés protégés. Mais qui produit ? Selon quel mode de production ? Au détriment de qui ?

L'Europe a misé sur l'agriculture industrielle, au détriment des petits paysans dont le nombre n'a fait que décroître. Aujourd'hui, l'hécatombe se poursuit puisque ce ne sont pas moins de 300 fermes qui disparaissent chaque jour en Europe. Cette agriculture intensive a permis d'augmenter considérablement la production mais elle a nécessité certaines conditions : recours massif aux pesticides et produits de synthèse, machines, investissements lourds, soutiens publics, exploitation à grande échelle. Désormais, plus personne n'ignore les répercussions de ce type d'agriculture sur les eaux, les sols, la biodiversité, etc. Beaucoup de jeunes, remarque George Dixon, ne veulent plus du métier d'agriculteurs car ils n'y trouvent plus de dignité. A terme, qui va produire les aliments ? Dans le Tiers Monde principalement, les villes absorbent la plus grande partie des richesses tandis que les campagnes sont de plus en plus abandonnées.

Réinvestir dans l'agriculture mais au profit de qui ?

En 2007, la Banque mondiale déclarait : « Il est temps de placer l'agriculture au cœur du développement ». Elle prévoyait les crises alimentaires qui allaient se succéder quelques années plus tard et entrevoyait le potentiel énorme pour l'industrie agro-alimentaire. Agro-alimentaire et privés de toutes sortes ont donc investi des sommes colossales dans l'agriculture, n'hésitant pas à s'accaparer des terres des petits paysans qui furent chassés et privés de leurs moyens de subsistance. Il s'agissait de répondre aux besoins des pays les plus puissants en productions alimentaires et autres comme les agro-carburants notamment faisant peser une pression sans pareil sur les ressources. La Chine, par exemple, a développé sa production de riz en Afrique et

imposé aux paysans africains la consommation de ce riz au détriment des productions locales et de l'alimentation des Chinois eux-mêmes.

Un milliard de personnes souffre aujourd'hui de la faim dont une majorité vit dans l'hémisphère sud et est rurale. Or, « être à l'abri de la faim » est un droit fondamental, reconnu pour la première fois en 1948 dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et précisé en 1966 dans le Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

L'alimentation : un droit peu respecté....

Un droit, ce n'est pas une option politique que les Etats choisissent ou non de suivre. Pourtant, il est loin d'être appliqué pour tous. La FIMARC a pointé une série d'obstacles qui empêchent sa mise en pratique (2). Il faut citer, en premier lieu, l'organisation du commerce international qui favorise le dumping. Les pays développés accordent à leurs agriculteurs des subventions, ce qui leur permet d'exporter leurs excédents dans les pays pauvres à des prix inférieurs à ceux des produits locaux ruinant ainsi les petits producteurs.

L'endettement des pays pauvres et les programmes d'ajustement structurels que leur appliquent le FMI, Fonds monétaire international, et la Banque mondiale pour rembourser ces dettes est un autre obstacle majeur. Ils les obligent à réduire de façon drastique les dépenses publiques touchant ainsi de plein fouet l'éducation, la santé, les infrastructures routières, etc. Ces mêmes programmes imposent également le développement des cultures industrielles destinées à l'exportation (soya par exemple) au détriment des cultures vivrières.

Citons aussi le contrôle des sociétés agroalimentaires du Nord sur la biotechnologie et le brevetage du vivant avec comme conséquence que le petit producteur africain ne pourra plus utiliser des semences prélevées sur sa récolte précédente et devra s'endetter pour acquérir des semences brevetées vendues très chères par les multinationales. Les agriculteurs au Nord ne sont pas à l'abri eux non plus.

Les guerres qui désorganisent l'activité agricole et le commerce local jouent un rôle néfaste tout comme la corruption qui entraîne des détournements importants de l'aide publique internationale. Ainsi des aides versées par la Suisse resteraient dans le pays sur des comptes secrets de chefs d'Etats africains.

Un autre facteur important qui favorise la violation du droit à l'alimentation est le manque d'accès aux ressources : sol, eau... et au crédit. Au Brésil, 2 % des propriétaires terriens possèdent 43 % des terres arables. La privatisation de l'eau potable dans beaucoup de pays au sud de la planète et son coût souvent élevé privent les plus pauvres de l'accès à ce bien naturel vital.

Parmi les obstacles au droit à l'alimentation, on peut ajouter les discriminations à l'encontre des femmes qui sont toujours tenues à l'écart de l'éducation dans bien des régions du monde, limitant dès lors leurs possibilités d'émancipation. La montée des fondamentalismes religieux n'a rien de rassurant.

Les changements climatiques, précise le secrétaire général de la FIMARC, suscitent de vives inquiétudes en ce qui concerne la disponibilité des terres et de l'eau et la sauvegarde des écosystèmes. Les agro-carburants, dont la fabrication est soutenue tant par l'Europe que par les USA, est un autre sujet de préoccupations : faudra-t-il choisir entre rouler et se nourrir ? tout comme les OGM qui modifient profondément le rapport de l'agriculteur à sa culture.

Le droit à l'alimentation passe, ajoute-t-il, par la souveraineté alimentaire qui donne à chaque pays le droit de définir sa politique agricole et alimentaire en fonction de ses besoins et sans nuire à d'autres pays. Cela signifie un accès équitable à la terre, l'eau et les ressources de la biodiversité, la possibilité pour chaque pays de protéger son agriculture pour garantir un revenu décent à ses agriculteurs, l'interdiction du dumping, le soutien à une agriculture paysanne et des règles du commerce mondial justes et équitables.

Quand la colère gronde...

Un peu partout dans le monde, des ruraux s'organisent pour défendre leurs droits. Beaucoup d'initiatives voient le jour. Ainsi ces producteurs de vanille de différents pays qui se regroupent pour exiger des prix plus justes. En Colombie, ce sont des agriculteurs pauvres qui ont abandonné la monoculture : banane et café pour produire une variété de fruits et de légumes qu'ils consomment et vendent sur les marchés locaux et de la capitale. Ils contrôlent désormais l'ensemble du circuit de production. Cette initiative s'est heurtée à une forte résistance de la part des pouvoirs publics colombiens et des grands groupes financiers qui préconisent un modèle construit sur l'exportation.

En Roumanie dès la chute du bloc communiste dans les années 90 et les négociations pour l'entrée dans l'Union européenne, des changements importants sont apparus dans les pratiques agricoles et alimentaires : développement des grosses exploitations et des cultures OGM. La Roumanie est le deuxième producteur d'OGM en Europe. Face aux conséquences de ces nouveaux modes de production, des paysans ont proposé des alternatives : agriculture biologique, petites exploitations familiales...

Face à un système économique qui produit quantité de richesses mais inégalement réparties, face aussi à la destruction de la planète, des hommes et des femmes ont choisi de s'unir pour réagir. Ils veulent croire qu'une autre économie est possible avec l'homme au cœur des préoccupations et des décisions et le bien commun comme finalité. Ils ne cessent de nous le démontrer.

Anne Vanhese, journaliste à l'ACRF - Plein Soleil

- (1) Intervention aux journées d'étude ACRF 2010.
- (2) FIMARC, Le droit à l'alimentation, septembre 2008.

**L'ACRF souhaite que les informations qu'elle publie
soient diffusées et reproduites ;
n'oubliez pas dans ce cas de mentionner la source.**

Avec le soutien de

